

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 30/008/2008 (Document public)

ÉFAI

Lundi 9 juin 2008

Tunisie. Il faut ouvrir une enquête sur le meurtre d'un jeune manifestant contre la hausse des prix

Amnesty International invite les autorités tunisiennes à ouvrir immédiatement une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur l'homicide du jeune Hafnaoui Maghdhaoui, survenu le 6 juin, et sur les blessures infligées à une vingtaine d'autres personnes, et à rendre publiques les conclusions de ces investigations. L'organisation, attristée par sa mort, craint que la police n'ait fait un usage excessif de la force. Elle rappelle aux autorités que les responsables de l'application des lois ne doivent pas recourir à la force ni aux armes à feu, sauf si cela est absolument inévitable pour protéger des vies humaines.

Hafnaoui Maghdhaoui a trouvé la mort lors d'affrontements entre les forces de police et des manifestants qui dénonçaient le chômage et la hausse du coût de la vie à Redeyef, dans le gouvernorat de Gafsa, dans le sud-ouest de la Tunisie. Selon certaines informations, la police a dispersé les manifestants en utilisant du gaz lacrymogène et des armes à feu. Les autorités tunisiennes ont évalué le nombre de blessés à huit, dont trois policiers. Toutefois, Adnane Hajji, leader syndicaliste de Redeyef, a déclaré aux médias qu'une vingtaine de personnes avaient été blessées.

Le ministre tunisien de la Justice et des Droits de l'homme, Bechir Tekkari, a déclaré qu'il « *regrett[ait] cet incident* », mais a nié toute action illégale de la part des forces de police. Il a ajouté que les autorités « *ne toléreraient aucun recours à la violence* » et que les manifestants avaient lancé des cocktails Molotov sur les policiers. Amnesty International rappelle que le droit international garantit les droits à la liberté d'expression et de réunion. Elle reconnaît le droit des autorités à maintenir l'ordre public, mais souligne que le maintien de l'ordre lors de manifestations doit s'effectuer dans le respect des normes internationales régissant ces activités, notamment du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois. Ceux-ci doivent s'efforcer de causer le minimum de dommages et d'atteintes à l'intégrité physique et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour respecter et préserver la vie humaine.

En outre, les normes internationales exigent que l'enquête s'attache à élucider les violations commises par la police, notamment la mort d'Hafnaoui Maghdhaoui, et les circonstances qui les entourent, ainsi qu'à établir si le recours à la force disproportionné et inutile constitue une pratique bien établie. Les autorités tunisiennes doivent veiller à ce que soient traduits en justice tous les représentants de l'État responsables d'avoir commis ou ordonné des atteintes aux droits humains, ou de n'avoir pas raisonnablement cherché à les empêcher. Elles doivent également faire en sorte que les témoins soient protégés de toute forme de harcèlement ou de représailles et que les victimes ou leurs familles reçoivent une réparation appropriée.

Le gouvernorat de Gafsa, dans le sud-ouest de la Tunisie, à environ 350 km de la capitale Tunis, est depuis six mois le théâtre d'une agitation sociale et de protestations sporadiques. Dans cette région riche en phosphate, le chômage et la hausse du coût de la vie ont déclenché un certain nombre de protestations. Les manifestants demandent que le gouvernement mette fin à la corruption, facteur, selon eux, de pauvreté dans la région.

Ce 9 juin 2008, la Tunisie a renouvelé son engagement en faveur des droits humains devant le Conseil des droits de l'homme, lors de la session finale de l'Examen périodique universel. Un tel engagement doit se traduire par la mise sur pied immédiate d'une enquête indépendante sur les événements de Redeyef et la

mort d'Hafnaoui Maghdhaoui.

Document public

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. web : www.amnesty.org